ASIA FOCUS

QUEL AVENIR POUR LA RELATION IRAN-CHINE ?

- 1re PARTIE -

Débat avec **Michel Makinsky /** Directeur général d'Ageromys International
et **Théo Nencini /** Professeur à l'Institut catholique de Paris et Sciences Po Grenoble

Animé par Emmanuel Lincot, sinologue, chercheur associé à l'IRIS.

Janvier 2024

DÉBAT ENTRE

Michel Makinsky / Directeur général d'Ageromys International, consulté par le MEDEF sur l'Iran, membre du conseil scientifique de l'Institut d'études de géopolitique appliquée (IEGA).

Théo Nencini / Professeur à l'Institut catholique de Paris et Sciences Po Grenoble. Après une carrière de conseiller en stratégie sur le Moyen-Orient, il a entrepris des recherches doctorales sur les relations entre la Chine et l'Iran. Il enseigne à l'Institut catholique de Paris et Sciences Po Grenoble.

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.
Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

© IRIS - Tous droits réservés

Ce débat, publié par Asia Focus en deux volets, a été retranscrit par la promotion des étudiants de la promotion 2023-2024 du Master Géopolitique et sécurité internationale de la Faculté des sciences sociales et économiques et de droit (FASSED) de l'Institut catholique de Paris. Animé par le Professeur Emmanuel Lincot, sinologue et chercheur associé à l'IRIS, ce débat a eu lieu à l'automne 2023 et a réuni deux experts, Michel Makinsky et Théo Nencini. Retranscription.

EMMANUEL LINCOT : Pour présenter l'Iran d'une manière générale : l'Iran est un pays qui a une image très négative en Occident et pour cause, il a exporté le terrorisme. L'Iran est victime, depuis sa révolution islamique en 1979, de sanctions occidentales très importantes, mais qui, malgré tout, a réussi une belle résilience. C'est un pays et un régime qui, depuis plus de 40 ans, survit. Donc il nous faut nous interroger sur les raisons objectives de cette survie d'une part, et d'autre part du point de vue de l'histoire des sciences politiques.

Il y a eu trois grandes révolutions dans l'histoire du XXe siècle. La révolution bolchévique de 1917, laquelle se poursuit au moins jusqu'en 1991. La révolution chinoise de 1949, qui porte au pouvoir des paysans soldats. Ce sont des acteurs nouveaux. Enfin, la troisième, la révolution islamique des mollahs de l'Iran de 1979, qui est absolument inédite par rapport à tout ce que l'on avait connu jusqu'alors, car faite par des théologiens et qui va donner lieu à la création d'un régime tout à fait inédit : une théocratie totalitaire, mieux connue officiellement sous le nom de République islamique d'Iran.

Il faut dire au passage que ce n'est pas la première République islamique créée dans le monde, la première ayant été le Pakistan, mais c'est la première théocratie totalitaire. On revient donc à tous les critères d'Hannah Arendt : la confusion systématique d'un régime unique avec les structures d'un État et donc, d'un point de vue de l'économie, de la diplomatie, de la politique, toutes les structures administratives de l'Iran depuis 1979 sont dédoublées. Il existe un représentant du parti, comme dans le Parti communiste chinois, lequel a la prééminence sur le diplomate de carrière. C'est le représentant du régime des mollahs. Il faut être conscient de cette dualité, en quelque sorte, du pouvoir. Et puis, ce régime n'aurait sans doute pas survécu s'il n'y avait pas eu la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein. Guerre extrêmement rapide et lourde en pertes humaines. Puisque du côté iranien, il y a eu un million de morts, c'est-à-dire autant que durant la France de la guerre de 1914-1918. Et la comparaison n'est pas vaine parce que la société française compte alors 40 millions d'habitants, c'est-à-dire autant que l'Iran en 1979.

Vous traversez les villages et villes d'Iran, vous avez encore l'image de tous les martyrs. C'est assez pathogène évidemment comme climat. Cela a été une façon pour le régime de créer une

sorte d'union sacrée entre la population et lui-même, alors que le régime était sans doute voué à une disparition certaine.

Ce point commun me semble important. Le nationalisme iranien s'est construit dans la lutte contre le monde arabe, contre Saddam Hussein. Et puis, il y a un autre point qui rejoint notre problématique : l'Iran, très isolé pour cause de sanctions occidentales, a très largement bénéficié de l'aide de la Chine, pourtant communiste et avec un régime athée, lequel se rapproche donc de l'Iran théocratique. Cela paraît un peu surprenant, mais cela nous renseigne évidemment sur le solide pragmatisme chinois, qui ne s'est jamais démenti depuis lors. En tout cas une chose est certaine, c'est que le régime iranien, quelque part, a une dette de sang vis-à-vis de la Chine, ce qui explique bien des choses. Michel Makinsky vous parlera sans doute de la très forte présence chinoise en Iran depuis lors, que ce soit Sinopec dans le domaine de l'exploitation du pétrole *offshore* en mer Caspienne, que ce soit par l'aménagement du métro de Téhéran à la sortie de la guerre en 1988, entre autres exemples.

Théo Nencini interviendra sûrement sur les questions qui depuis lors ont vu l'Iran et la Chine renforcer leur coopération. Citons deux exemples. Tout d'abord, mars 2021, l'accord commercial d'un montant de 400 milliards de dollars entre les deux États. C'est absolument inédit dans le domaine du développement des infrastructures. Et puis, plus récemment encore, l'intégration de l'Iran au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai. Ce qui fait qu'en retour, culturellement et d'un point de vue des représentations, l'Iran redécouvre son appartenance asiatique. Et l'Iran a *de facto* de plus en plus de liens avec l'Asie au sens large, et pas seulement la Chine, y compris la Malaisie qui est une échappatoire dans la formation de l'élite iranienne dans le domaine de la médecine ou autre. Les Iraniens ne pouvant pas obtenir de visas pour un nombre important de pays, ils vont ailleurs, comme en Malaisie, ce qui pourrait d'ailleurs, à terme, changer la configuration religieuse et politique de la Malaisie, qui est un pays sunnite, mais qui voit chaque année des contingents très importants d'Iraniens chiites débarquer dans leur pays.

Et puis, je pense que c'est important aussi de rappeler que cette configuration nouvelle, qui est liée à l'histoire d'une « nouvelle route de la soie », engage la Chine sur la longue durée dans une coopération avec des pays *a priori* assez éloignés géographiquement de la Chine, mais qui, *in fine*, vont très certainement contribuer à créer une sorte de glacis eurasien dont la Chine est le centre. Alors cela ne va pas évidemment sans la concurrence de Moscou, puisque la Russie a toujours exercé un droit de regard sur cette partie du monde aussi.

Donc, vous l'avez compris, c'est au moins un jeu à trois : Téhéran, Moscou, Pékin, sans oublier l'Occident d'une manière générale, avec une affaire qui préoccupe toutes les chancelleries occidentales : la question du nucléaire militaire iranien.

Est-ce que les Iraniens sont un pays du seuil, c'est-à-dire, est-ce que l'Iran est en voie d'obtenir la bombe nucléaire ? *À priori* oui, mais quelles seraient les conséquences d'un point de vue géopolitique pour l'ensemble de la région, et notamment par rapport à Israël ? Est-ce qu'Israël bougera ou ne bougera pas par rapport à cette question qui touche directement à sa sécurité?

Ce sont toutes les questions que j'aimerais aborder avec nos deux invités, que je veux remercier très chaleureusement.

La première question, que je pose à Théo Nencini : qu'est-ce que c'est que cet accord commercial Chine-Iran de 400 milliards de dollars ? Qu'est-ce que cela veut dire ?

THÉO NENCINI : Il s'agit en réalité de bien plus que d'un accord commercial. L'accord en question est un « partenariat stratégique global » (en anglais *Comprehensive Strategic Partnership*), signé le 27 mars 2021 à Téhéran par le ministre chinois des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, et l'ancien ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif. C'est un accord qui était en discussion depuis au moins cinq ans, à savoir depuis la visite officielle du président chinois Xi Jinping en Iran en janvier 2016 – c'est-à-dire six mois après la signature de l'accord sur le nucléaire iranien (*Joint Comprehensive Plan of Action*, JCPoA), signé le 14 juillet 2015 à Vienne. Cet accord de partenariat stratégique global est extrêmement important, dans la mesure où, s'étalant sur une durée de 25 ans, il trace le périmètre au sein duquel va dorénavant évoluer la relation sino-iranienne. L'erreur à ne pas faire est de l'appréhender comme un acte isolé : cet accord s'inscrit dans la continuité d'un processus diplomatique de long terme, initié lors de la tournée de Xi Jinping au Moyen-Orient de début 2016 (important de préciser qu'il se rendit à cette occasion également à Riyad), entreprise dans le cadre d'une détente, ou plus vraisemblablement d'un « espoir de détente » entre l'Iran, les monarchies du Golfe et les principales puissances occidentales, réunies dans le format *ad hoc* du « P5+1 » (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Allemagne) et signataires du JCPoA. Et là aussi, il y a toute une question relative aux négociations avec les Américains, mais comme je l'ai déjà dit, on reviendra certainement au plus tard.

En mars 2021 donc, les deux parties se retrouvent à Téhéran pour formaliser l'établissement du partenariat sino-iranien, une conjoncture dont on ne peut saisir les tenants et les aboutissants si on ne revient pas, encore une fois, trois ans auparavant, précisément au 8 mai 2018, lorsque le président américain Donald Trump a décidé de rompre l'accord sur le

nucléaire iranien en retirant les États-Unis de leur participation au JCPoA. Il s'avère que j'étais en Iran peu de temps après cet évènement majeur, et que j'ai vécu directement, au contact de la population, la réaction des Iraniens à cet acte vécu comme un véritable traumatisme collectif. Il sapait, pour une durée imprévisible, tout espoir de normalisation de l'Iran sur la scène internationale, et avec lui toute perspective de relance économique, de reprise des échanges et des possibilités de voyager plus librement à l'étranger pour les Iraniens. Cet acte sanctionnait le début d'une nouvelle phase dans la désormais longue histoire de l'isolement de l'Iran. Dans le cadre de la thèse que je réalise actuellement sous la direction du Professeur Lincot – qui vise à reconstruire les fondamentaux de la relation Chine-Iran au regard des recompositions géopolitiques auxquelles nous assistons en Eurasie –, je consacre une partie de mon travail à cette dimension peu étudiée qui est celle de la place des « traumatismes collectifs » dans l'étude des processus décisionnels, et j'analyse précisément la manière dont ces traumatismes collectifs sont susceptibles d'impacter l'action diplomatique de la République islamique d'Iran et permettent d'expliquer les causes profondes de la réorientation de sa posture stratégique vers l'Asie. J'emploie souvent à cet effet le concept d'« asianisation » de la politique étrangère de l'Iran : c'est un processus dont l'une des étapes fondamentales, voire la plus significative eu égard à ses conséquences, est précisément le retrait unilatéral des États-Unis du JCPoA en mai 2018. Car cette décision, prise peut-être hâtivement et sous pression (pour des raisons tenant davantage aux équilibres politiques internes aux États-Unis qu'à une réflexion stratégique éclairée et aboutie sur l'état du monde), a contribué de manière décisive à saborder la confiance des Iraniens à l'égard des États-Unis, et avec eux de l'ensemble des pays occidentaux (bien qu'à des degrés différents au cas par cas). Et ce n'est que trois ans plus tard, à partir de 2021, que les choses ont commencé à changer concrètement au niveau de l'échiquier géopolitique.

Quant aux « 400 milliards de dollars », c'est un chiffre qui avait effectivement fuité, près d'un an plus tôt, en juillet 2020, dans un article du New York Times, qui a été ensuite repris et associé à ce partenariat. Il n'en demeure qu'à l'épreuve des données en source ouverte auxquelles nous avons accès, ce chiffre est difficile à confirmer. Les propos, conditions et objectifs concrets et chiffrés du partenariat sino-iranien sont totalement opaques, et il est extrêmement difficile de s'informer sur ce sujet, qui est des plus sensibles. Il faut recouper des informations disparates, souvent contradictoires, en persan, en anglais et d'autres langues, discuter avec les parties prenantes lorsqu'elles vous accordent leur temps de parole et, surtout, lorsqu'elles acceptent de se prononcer sur ce sujet.

Ce qui est en revanche indéniable, c'est que c'est à partir de ce moment-là – mars 2021 – le processus d'asianisation de la posture stratégique iranienne a commencé à prendre forme.

On a assisté depuis à une intensification marquée et tout à fait inusitée des rencontres et visites officielles entre l'Iran et les républiques post-soviétiques d'Asie centrale, jusque-là plutôt rétives à s'engager sur le terrain glissant du rapprochement avec Téhéran, mais également avec le Pakistan et la Turquie, ces « grands » voisins avec lesquels l'Iran entretient des relations cordiales par nécessité, mais qui n'en sont pas moins structurellement complexes et semées d'embûches. D'une certaine manière, on a ainsi le sentiment que la Chine ait ouvert à l'Iran la voie de l'Asie, qui est celle des grands projets infrastructurels et – en bonne partie – des régimes autoritaires, et à l'Asie la voie de l'Iran, qui est celle du Moyen-Orient et du pétrole, et qui ouvre ensuite celle du Caucase et de l'Europe d'une part, et celle de la péninsule arabique et de l'océan Indien d'autre part. C'est la recomposition des équilibres stratégiques dans ces régions du monde qui est en cause.

Mais là aussi, pour comprendre la nature profonde des reconfigurations géopolitiques en cours, il est nécessaire d'intégrer dans sa matrice l'ensemble des enjeux et contentieux qui déterminent, au niveau bilatéral et multilatéral, la substance des recompositions auxquelles nous assistons. C'est-à-dire que même si l'on constate que tous les pays vont *grosso modo* dans une certaine direction, il y a des arrangements au cas par cas, des dossiers conflictuels et des tensions à la fois conjoncturelles et structurelles entre les pays qui participent à cette grande réorganisation géopolitique et stratégique en Eurasie.

Ce que je peux dire néanmoins, c'est qu'à l'heure actuelle, les entreprises chinoises sont effectivement de plus en plus présentes en Iran. Moi-même, quand je m'y suis rendu en 2018 dans le cadre d'un semestre d'études, lorsque je passais les contrôles douaniers à l'aéroport international de Téhéran, j'avais une délégation chinoise devant moi et une délégation chinoise derrière moi. Cela est certainement anecdotique, mais permet d'illustrer de façon imagée que les choses bougeaient bien avant 2021. Ce n'est pas de but en blanc, en réaction au revirement de Donald Trump sur le JCPoA, que le partenariat sino-iranien s'est mis en place. Et c'est bien le propos de ma thèse. Souvent, lorsque l'on me demande de m'exprimer sur ce sujet, je commence par dire que le rapprochement sino-iranien n'est pas une rupture stratégique, mais qu'il s'agit d'un phénomène s'inscrivant dans la continuité d'une situation antérieure, comme l'a très bien rappelé le Professeur Lincot en introduction. La relation Pékin-Téhéran s'inscrit dans le long terme. Et en effet, quand on s'efforce de reconstituer sa genèse, qu'on analyse et on remet en perspective les variables et les principaux indicateurs au cours des vingt dernières années, et notamment depuis la présidence de Mohammad Khatami (1997-2005), on s'aperçoit que c'est au tournant du millénaire que les fondamentaux de la relation sino-iranienne actuelle se sont mis en place, là aussi dans le contexte particulier de l'après-11 septembre 2001 et de l'internationalisation des entreprises chinoises, notamment

pétrolières, dans le sillage de l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2001.

C'est dans le cadre de cette même trajectoire que la Chine a inauguré il y a quelques semaines son nouveau consulat à Bandar-Abbas, le principal port iranien sur le golfe Persique. L'ouverture d'une représentation diplomatique à cet emplacement est tout sauf anodine. Elle s'inscrit dans ce même grand jeu chinois catalysé par l'initiative des « nouvelles routes de la Soie » (*Belt and Road Initiative*, BRI), et Bandar Abbas semble avoir été identifié par Pékin comme un point névralgique, permettant de relier les segments terrestres et maritimes de la BRI. Cet acte est à mettre en perspective avec le développement du port de Gwadar, au Baloutchistan pakistanais, à quelques kilomètres de la frontière iranienne, engagé depuis plusieurs années (avec des résultats pour le moins modestes) par des entreprises chinoises et censé devenir le terminal du Corridor économique sino-pakistanais (*China-Pakistan Economic Corridor*), et qui, à l'instar de Bandar Abbas, est un autre nœud névralgique dans le cadre des routes maritimes dont la Chine espère de se prévaloir pour assurer son import-export et poser les jalons de la projection stratégique future.

Une dernière chose : faites attention lorsque vous entendez parler d'« alliance » Chine-Iran, d'« axe » Chine-Iran… ce n'est pas ça. La Chine n'a pas d'alliés, comme l'Iran d'ailleurs. Il y a des conjonctures d'intérêts et des préoccupations partagées qui font que ces États alignent leurs positions. Mais les fondements politiques des régimes en place à Pékin et à Téhéran sont antinomiques ; ils ne défendent pas les mêmes valeurs, à l'exception notable de l'anti-occidentalisme – qui n'est pas une valeur, mais une posture, un ennemi. Comme l'a très bien signifié le Professeur Lincot, il y a une défaillance structurelle de fond au niveau idéologique, à savoir que d'un côté, on a une République islamique dont la légitimité même réside dans la personne du Guide suprême, qui est le représentant officiel de Dieu sur Terre (il serait intéressant de revenir sur la configuration du régime iranien pour mieux comprendre), et d'autre part, un régime qui prône l'athéisme d'État. Voilà pour une petite introduction en matière de ce sujet formidablement complexe.

EMMANUEL LINCOT : Alors justement, que dire par rapport à la Russie dans la relation Iran-Russie, et par rapport à l'appréciation que peut avoir l'Arabie saoudite concernant l'investissement des Chinois dans le port de Chabahar ?

MICHEL MAKINSKY : S'agissant des investissements chinois, il y a un paradoxe. Russes et Chinois sont en concurrence sur l'Iran. Cette situation n'est pas récente, mais s'est considérablement renforcée sur les cinq dernières années. Paradoxalement, en termes financiers la Chine n'est en effet pas un investisseur important dans ce pays. Elle est impliquée

dans des chantiers d'infrastructures notamment ferroviaires, dans des tunnels, sans oublier dans la mise en production de la tranche 11 du grand gisement gazier de South Pars. Surtout elle est manifestement une des raisons de la survie économique du régime, en étant la principale importatrice de pétrole iranien. Cette observation nous amène à aborder la question de la résilience de l'économie iranienne, donc du régime : pourquoi l'Iran survit-il, alors que les indicateurs économiques sont fort préoccupants – avec notamment une inflation officielle de 47,6 % en juillet 2023 - ? En réalité, la ménagère Iranienne – il suffit de se promener à Téhéran pour le voir –, est étranglée financièrement. En effet, certains biens de première nécessité subissent des inflations nettes qui atteignent 60-70 %. Avec une augmentation de 60% pour des aliments quotidiens comme le riz, le pain, les légumes, etc., la population connaît des problèmes alimentaires croissants. Beaucoup de personnes ont réduit drastiquement leur consommation de viande. Environ 60% de la population vivrait sous le seuil de pauvreté relative. Alors que le système iranien de santé était performant et moderne, le défaut ou la cherté des médicaments ont généré une dégradation massive de la santé, qui est une des causes de la chute démographique du pays (qui ne renouvelle plus sa population).

Pour revenir à la question posée : la relation chinoise est-elle un paradoxe (si on la compare avec la relation Iran-Russie et par rapport à ce que peut en penser l'Arabie saoudite) ? En premier lieu, Théo Nencini a bien fait de dire que la Chine n'est pas un partenaire stratégique. Les Iraniens *adorent* parler de partenaire stratégique. Ce n'est pas un cas unique. Quand on regarde les partenaires majeurs de la République islamique, ils ne font que rarement référence à des partenariats *stratégiques*. Ce sont des accords *tactiques,* pragmatiques et souvent limités dans l'ordre économique. En fait, les relations économiques entre la Chine et l'Iran se traduisent par des livraisons de pétrole de plus en plus importantes. Pékin est le premier importateur de pétrole iranien, n'investit guère (la Russie investit bien davantage en Iran) ; ces exportations (dont le succès repose en partie sur un prix de vente cassé) contribuent considérablement à la survie économique du pays. Au mois d'août 2023, la production et le niveau d'exportation de pétrole iranien ont retrouvé leur niveau de 2018. Comment le sait-on ? La fiabilité des chiffres officiels iraniens et chinois est douteuse, comme on peut s'en douter. Mais le traçage des *tankers* (par des sociétés spécialisées comme Kpler), même quand ils débranchent leurs transpondeurs (moyens de localisation), permet d'avoir une idée assez précise de la production et des exportations d'hydrocarbures en provenance d'Iran. Il y a eu au cours de cette année un pic d'importation de pétrole iranien par la Chine. On parle de près de 2 millions de barils/jour. Les chiffres sont parfois surréalistes. Périodiquement, les autorités chinoises reconnaissent importer d'importants volumes de pétrole iranien, mais parfois les

statistiques officielles laissent croire que la Chine n'en a pas importé alors qu'elle en achète en quantités massives.

À cette étrange situation correspond un certain nombre de 'ruses'. En premier lieu, la République islamique a mis au point plusieurs circuits pour exporter son pétrole. Elle l'envoie par exemple vers la Chine via le Kazakhstan et/ou la Russie. Le pétrole iranien pénètre également en Irak où il est 'irakisé', possiblement mélangé à d'autres pétroles pour en dissimuler l'origine (ce qui ne trompe pas grand monde, compte tenu des méthodes modernes d'analyse). Mais, surtout, le pétrole iranien est convoyé via les Émirats arabes unis, ce qui leur vaut d'ailleurs les foudres américaines - il y a même quelques sanctions prononcées contre les Émirats arabes unis pour avoir facilité considérablement ces transferts de pétrole. La Malaisie, qui a été déjà mentionnée, joue un rôle important puisque ces tankers vont ensuite stationner au large de ce pays (qui, étonnamment, importe régulièrement d'énormes quantités de pétrole excédant largement ses besoins, qu'elle s'empresse de…réexporter ensuite !), ainsi que des Philippines et de l'Indonésie. Là, les tankers débranchent les transpondeurs, et sont rejoints par d'autres tankers provenant de Chine dans lesquels est transvasé le pétrole iranien. Une fois chargés ils partent pour la Chine. Interviennent alors d'autres 'ruses'.

Nous avons indiqué plus haut que Pékin prétend de temps à autre ne pas avoir importé de pétrole iranien, ce qui est manifestement inexact. Quelle est l'astuce ? Tout simplement, ces cargaisons de pétrole restent sous douane, donc ne rentrent pas dans les statistiques d'importations. Elles sont ensuite déchargées dans des raffineries de taille moyenne appartenant au secteur privé -théoriquement indépendantes- (mais sous le contrôle du Parti communiste, bien entendu). On les dénomme familièrement « *teapot refineries* », *« les raffineries théières* ». Et c'est là où le pétrole iranien est traité et raffiné. Pékin l'utilise soit pour son marché intérieur, soit revend les produits dérivés raffinés. Autre observation intéressante : dans les quantités assez exceptionnelles de pétrole exporté, Téhéran cumule deux catégories d'hydrocarbures sous le vocable de pétrole. La majeure partie est constituée par le pétrole brut. Il faut savoir que le pétrole brut iranien est majoritairement un pétrole lourd, chargé en impuretés, notamment du soufre, et de mauvaise qualité. Pour l'améliorer, il faut des raffineries adaptées, ce qui en renchérit les coûts. La seconde catégorie est ce qu'on appelle les condensats. Il s'agit d'un pétrole bonne qualité, léger, qui est obtenu dans les gisements de gaz en même temps que l'extraction de celui-ci et récupéré à cette occasion. Dans les chiffres vantant production et exportations de pétrole Téhéran a souvent l'habitude de cumuler le pétrole brut (lourd) et les condensats afin de présenter ces résultats de façon plus avantageuse. Or dans les statistiques douanières, les condensats sont comptabilisés parmi les produits non pétroliers (!) – dont ils représentent quelque 11% des exportations. Ils

cohabitent dans cette catégorie avec les produits de la pétrochimie, à la spectaculaire origine… pétrolière. Ce qui permet à Téhéran de célébrer périodiquement l'expansion de ses exportations non… pétrolières !

Se pose alors la question des paiements de ce pétrole. On pourrait dire que d'une certaine façon, la Chine ne paie pas ce pétrole. En fait, elle le paie, mais pas comme on l'entend habituellement. La devise chinoise, le yuan, n'est pas convertible, et Pékin ne peut utiliser le dollar à cause des sanctions américaines. D'aucuns estiment que la Chine détient des avoirs iraniens en dollars qu'elle refuse de retourner à Téhéran. Dans le « partenariat stratégique » signé entre l'Iran et la Chine, les Chinois ont obtenu une ristourne de 15% dans le cadre d'un approvisionnement en pétrole sur 5 ans. Ceci s'ajoute au fait que, vu sa médiocre qualité, le brut iranien subit déjà une décote significative. Pour un cours imaginaire de 100 dollars le baril, les barils iraniens ne sont jamais vendus au-dessus de 80 dollars. Ces remises avantageuses reflètent une parfaite continuité, car déjà sous Mahmoud Ahmadinejad, les Chinois faisaient de même, sanctions obligent. Le paiement des barils se fait en nature, premièrement en marchandises chinoises de très mauvaise qualité qui dévastent le tissu de PME iraniennes : des motos, de l'outillage, etc. Deuxièmement, comme ceci a été bien dit, via des travaux d'infrastructure, comme le métro, mais aussi des voies ferrées, des aménagements portuaires ou encore récemment, par la mise en production de la tranche onze du gisement gazier de *South Pars*, que Total avait été contraint d'abandonner à cause des sanctions américaines.

Toutefois, la chaîne d'explications de la survie de l'économie iranienne grâce à ses exportations d'hydrocarbures demeure incomplète. En particulier pour ce qui est des paiements supposés renflouer cette économie. En effet, alors que l'Iran a un besoin vital de devises étrangères, comme l'euro -en excluant le dollar-, le fait d'être payé en marchandises chinoises et en travaux d'infrastructures ne permet pas de répondre à ces besoins de devises indispensables pour importer ce qui est nécessaire et investir dans les outils de production qui doivent urgemment être modernisés. Il n'y a pas d'explication satisfaisante pour comprendre comment l'Iran trouve des ressources financières que ne lui procure pas l'importation de marchandises chinoises, pas plus que les travaux d'infrastructures exécutés par des entreprises chinoises. En l'absence de certitudes, nous devons recourir à des hypothèses. La piste la plus intéressante a émergé il y a quelques années lorsque notre attention a été attirée par une observation des autorités françaises, qui ont réalisé que des milliers de fermes bitcoins proliféraient en Iran. Elles ont été remarquées à l'occasion d'un incendie intervenu chez l'une d'entre elles. À cette occasion, on a découvert qu'elle était opérée par des ingénieurs chinois. En réalité, ces milliers de fermes bitcoins fonctionnent avec de la

technologie chinoise et, ce, pour les transactions commerciales contrôlées par les Gardiens de la Révolution, qui s'en servent pour exporter et importer à leur profit (tout en échappant au risque du dollar, aux sanctions).

Et c'est une des explications des flux financiers invisibles, hors messagerie bancaire Swift, hors flux bancaires, etc. Ceci contribue à la puissance des Gardiens de la Révolution dans leur lutte pour le pouvoir et contre une partie de l'administration iranienne. Hassan Rohani, à la fin de son mandat, a donné pour instruction à la Banque Centrale d'Iran de travailler à la mise au point d'une devise nationale digitale. Deux raisons à cela : pour que cette devise digitale à l'image du yuan chinois digital puisse éviter tous les circuits de messagerie bancaire et ne soit ni traçable ni sanctionnable et évite également le « risque dollar ». De plus, et c'est un point qui n'est pas souvent soulevé, dans ce genre de transaction on diminue beaucoup le risque de change. Or, une des raisons de la décrépitude de l'économie iranienne est l'effondrement monétaire devenu vertigineux depuis l'assassinat en prison de Mahsa Amini en septembre 2022, qui a déclenché une crise de régime sans précédent. Bien que par ailleurs il existe des flux financiers entre la Chine et l'Iran via la messagerie bancaire chinoise CIPS, nous avons donc émis comme hypothèse que dans les transactions entre la Chine et l'Iran un mode de paiement digital soutiendrait en partie ces flux et contribuerait dans une certaine mesure à la résilience de l'économie iranienne. On ne peut pour autant exclure que des mécanismes complexes impliquant certaines banques (non exposées) dans des pays voisins, ainsi que des flux de devises informels (bureaux de change aux Émirats arabes unis, circuits hawalas…) contribuent aussi à maintenir le système économique iranien à flot. Par ailleurs, des transactions s'opèrent de façon croissante avec des banques russes (certaines ont ouvert des bureaux en Iran), chinoises, en connectant leurs messageries respectives SEPAM pour l'Iran, SPSF pour la Russie, qui ne sont pas exposées comme Swift. Au cours de la période récente, Téhéran a annoncé étudier avec la Banque centrale russe la mise en place d'un stable coin basé l'or.

Si on porte un regard d'ensemble plus stratégique, on est en train d'assister à l'émergence potentielle d'un pôle triangulaire de devises digitales qui pourrait à moyen ou long terme représenter une alternative pour ceux des pays concernés par des sanctions ou pressions. Naturellement, il faut se garder de tomber dans le fantasme -répandu- de la mise à l'écart du dollar 'hégémonique'. Celui-ci ne perdra pas sa place proéminente dans les échanges internationaux, mais il ne sera plus le seul. Le yuan digital chinois est le plus avancé parmi les membres de ce futur 'club' digital. Sa mise en service progresse à grands pas, et sous contrôle direct de la Banque Centrale chinoise qui a éliminé, elle, les fermes sauvages qui existaient. La Banque Centrale russe, qui avait longtemps résisté, a accepté sous la contrainte du président

Poutine de travailler sur une devise numérique et, comme nous l'avons vu, l'Iran y travaille également. Le jour où ces trois devises digitales seront en service et interconnectées, quelque chose aura changé.

EMMANUEL LINCOT : Ce qui explique le fait que, paradoxalement, l'Iran ne soit pas endetté. L'endettement extérieur est nul pour l'Iran. C'est un degré de compétitivité de l'Iran qu'en général on perd de vue.

MICHEL MAKINSKY : De manière générale, il existe une culture du non-endettement en Iran, on connaît une certaine orthodoxie de la banque centrale iranienne sur ces questions.

EMMANUEL LINCOT : C'est remarquable pour un pays totalement pris à la gorge par les sanctions de ne pas être endetté. Alors je rebondis sur la question que je vous posais initialement Théo Nencini, quid de la Russie ? Quid de l'Arabie saoudite par rapport à tout cela?

THÉO NENCINI : Je me permets de revenir sur un aspect central que l'on a omis d'évoquer, qu'il peut être utile de rappeler auprès de notre auditoire : les sanctions. L'Iran est sous sanctions américaines et/ou internationales (décrétées par un vote de l'ONU) depuis *grosso modo* l'instauration de la République islamique en 1979 et, surtout, depuis l'épisode de la crise des otages américains (4 novembre 1979 – 20 janvier 1981). Et, de ce fait, le pays est exclu des marchés financiers internationaux. Il faut prendre conscience de cela pour comprendre le reste. Toute cette œuvre de contournement, cherchant à faire passer le pétrole sous pavillon étranger pour qu'il soit ensuite acheminé en Chine, c'est bien une conséquence de la réticence de Pékin à enfreindre ouvertement les sanctions à l'encontre de l'Iran, qui, dans le cas en espèce, sont des sanctions unilatérales américaines. Ce ne sont pas des sanctions « internationales », ces dernières ayant été abolies en 2015, à la signature du JCPoA. Ces sanctions américaines, on les qualifie de « sanctions secondaires », qui s'appliquent en vertu de l'extraterritorialité du droit américain.

EMMANUEL LINCOT : Néanmoins, si je puis me permettre, lorsque les Français veulent investir via BNP Paribas, Paribas est directement condamné par le département du trésor américain.

MICHEL MAKINSKY : Précision juridique sur la sanction qui a frappé BNP Paribas. Une thèse massivement répandue, y compris dans des analyses de grands cabinets d'avocats, prétend que la sanction infligée à BNP Paribas est une manifestation de l'extraterritorialité du droit américain. Ce n'est pas exact. En l'occurrence, BNP Paribas avait un bureau en Suisse qui faisait quelques transactions avec des pays sanctionnés comme le Soudan et l'Iran. Juridiquement,

si jamais BNP Paribas n'avait pas à un moment donné utilisé le dollar pour ses transactions, il n'y aurait pas eu de sanctions. En effet, en vertu d'une règle de principe du droit international public un État a un pouvoir absolu sur sa monnaie qui est un attribut de sa souveraineté. Donc, juridiquement, la sanction qui a visé cette grande banque française n'est pas en droit international public une manifestation de l'extraterritorialité du droit américain, mais l'application de ce principe de la souveraineté des États sur leur devise nationale. Cette confusion a d'ailleurs nui à la crédibilité de la défense de la banque, qui a échappé de peu à la perte de sa licence aux États-Unis, un coup qui aurait pu lui être fatal.

THÉO NENCINI : Pour revenir à la question précédente sur la Russie – qui a un rôle central au regard de la place de l'Iran dans les reconfigurations des équilibres géostratégiques en cours –, on peut affirmer, pour simplifier à l'excès une dynamique multi-vectorielle qui est tout sauf simple, que la Chine est le principal partenaire économique et commercial de l'Iran (selon les chiffres de 2022, elle représente 28,6% du commerce extérieur iranien, soit près d'un tiers), et que la Russie est le principal partenaire militaire et stratégique de l'Iran. La portée et le volume des livraisons d'armement russe à l'Iran, et vice-versa, ont bien évidemment évolué au cours des dernières années en fonction de la conjoncture internationale. Les paramètres qui sont au fondement des relations russo-iraniennes mériteraient d'être mieux contextualisés pour y voir clair, mais, à présent, en 2023, la Russie figure, et loin devant les autres grandes puissances, comme le principal partenaire militaire de l'Iran au plan opérationnel et capacitaire. Le recours aux drones « kamikazes » iraniens – les Shahed-136 – par la Russie dans le cadre du conflit en Ukraine a fait beaucoup de bruit dans la presse occidentale, mais il n'y a pas que cela.

L'Iran, qui a beaucoup investi en ce sens au cours des dernières années, a une production réputée excellente en termes de drones d'attaque, mais a paradoxalement une armée dont les équipements demeurent obsolètes. Cela concerne notamment l'aviation et la marine, et autant l'armée régulière (Artesh) que le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI), bien que ce dernier puisse compter sur des technologies supérieures à celles de l'Artesh, dans la mesure où la part du budget militaire allouée au CGRI – « garde prétorienne » du régime – est bien plus importante. La priorité accordée au développement de l'industrie des drones fait partie intégrante de la dissuasion iranienne, qui cherche justement à pallier les déficiences capacitaires sur le plan militaire conventionnel. Ce n'est un secret pour personne : l'Iran est maître dans l'art de la guerre asymétrique. Et l'exploit technologique, qui peut surprendre à plusieurs égards, est dû au fait que l'Iran peut compter sur un vivier d'excellents ingénieurs ; un phénomène sociologique qui est le résultat de la préférence des jeunes Iraniens pour les études en ingénierie plutôt que les sciences humaines et sociales – des sujets bien plus

sensibles aux yeux d'un pouvoir se réclamant de la volonté divine. Un autre exemple des performances technologiques de l'Iran ayant un lien avec la Russie : Téhéran était jusqu'à très récemment en pourparlers avec Moscou pour l'achat d'avions de chasse *Sukhoi Su-35*. Pour plusieurs raisons, ces pourparlers n'ont pas abouti. Par la voix de son ministre de la Défense, la partie iranienne a expliqué ce revers en arguant que le pays détient désormais la capacité de produire des avions de chasse sur place. Quoi qu'il en soit, cet exemple permet de mettre en exergue deux aspects importants. Premièrement, que l'Iran et la Russie négocient sur des sujets parmi les plus décisifs et sensibles en termes de défense nationale, ce qui confirme la dimension hautement stratégique de leur partenariat. Deuxièmement, que la méfiance réciproque qui existe entre ces deux pays-régimes – sur laquelle je vais bientôt revenir – demeure une variable structurante et décisive de leur relation.

Mais pour appréhender la relation Russie-Iran dans toute son étendue, il faut également se pencher sur la question des corridors de transport, sujet sur lequel ces deux pays sont très actifs, pour des raisons géographiques et économiques évidentes. Au-delà de la BRI – qui représente un corridor « Est-Ouest » concrétisant la volonté de la Chine de s'affranchir de sa dépendance aux routes maritimes traversant l'océan Indien –, il y a un autre projet de couloir infrastructurel qui est récemment revenu sur les devants de la scène : l'*International North-South Transport Corridor* (INSTC). C'est une initiative datant de 2002, impliquant la Russie, l'Iran et l'Inde, qui prévoit de relier la mégalopole indienne de Bombay à la Russie le long d'un itinéraire empruntant d'abord une route maritime jusqu'au port de Chabahar en Iran, puis un segment ferroviaire traversant le pays jusqu'aux frontières avec le Turkménistan au Nord-Est et l'Azerbaïdjan au Nord-Ouest, et transitant ensuite jusqu'en Russie. Il est intéressant de remarquer que les corridors ferroviaires en Iran sont à présent construits en grande partie par des entreprises chinoises ou grâce à des investissements chinois. Cela concerne notamment les lignes reliant la capitale Téhéran aux grandes villes d'Ispahan, au centre du pays, et de Mashhad, au Nord-Ouest, mais également le projet de voie ferrée Mashhad-Chabahar, qui, si mis en œuvre, traverserait le désert du Lut et relierait le Khorassan, frontalier du Turkménistan et de l'Afghanistan, au Sistan-Baloutchistan, une région pauvre et sous-développée, frontalière du Pakistan. La ville de Mashhad est également impliquée dans un projet de couloir économique la reliant à la région de Boukhara-Samarcande-Tachkent en Ouzbékistan, poumon économique d'Asie centrale.

Il y a bien sûr de nombreux autres enjeux et secteurs économiques qui structurent la relation russo-iranienne. Lorsque j'échange avec des Iraniens, j'apprends qu'il y a aujourd'hui de plus en plus de produits et de voitures russes en Iran, alors que quand j'y étais, il y a cinq ans, on

voyait surtout des Peugeot, des Renault, des Citroën. Les retombées du partenariat russo-iranien sont donc très concrètes.

Mais pour y voir un peu plus clair, comme je disais précédemment, le partenariat Russie-Iran est un alignement stratégique conjoncturel. La Russie, pour les Iraniens, est un sujet tabou, empreint de méfiance, comparable à ce qu'à pu être longtemps l'Allemagne pour les Français. Pour comprendre ce tabou, il faut revenir deux siècles en arrière, à deux traités signés au début du XIXe siècle par l'Empire russe et l'Empire perse : le traité de Golestân (1813) et le traité de Turkmenchaï (1828). Ces traités « imposés » ont permis à la Russie d'arracher à l'Iran toutes ses provinces du Caucase, ce qui a été vécu en Iran comme une véritable humiliation. Ainsi, la Russie demeure un argument sensible en Iran, dont il faut se méfier. À l'instar de la relation sino-iranienne, il ne faut donc pas raisonner en termes « d'alliance russo-iranienne », mais en termes de « partenariats à géométrie variable » qui évoluent en fonction des conjonctures d'intérêts.

MICHEL MAKINSKY : C'est tout à fait juste. Les deux projets : l'axe est-ouest aux Chinois (China Central Asia – West Asia Economic Corridor : CCAWEC, qui est partie intégrante du projet Route de la Soie) et l'axe nord-sud qui vient d'être mentionné, aux Russes, sont concurrents, mais ils ont vocation en réalité à un moment donné à se relier les uns aux autres et devenir un ensemble unique. Il y a une dynamique colossale de connectivité dans toute cette région qui va depuis l'Asie centrale en passant par le Caucase ; donc ça va aussi concerner l'Azerbaïdjan, la Turquie, etc. Par ailleurs récemment a été annoncé un autre accord poussé par les Américains avec les Saoudiens (en plus Washington y a associé Israël comme le dernier wagon de ce « train «). En effet, le 10 septembre 2023 une lettre d'intention (Memorandum Of Understanding : MOU) a été signée à New Delhi dans le cadre du G20, instituant l'IMEEC (India Middle East Europe Economic Corridor) -également dénommé IMEC- entre l'Inde, les Émirats arabes unis, l'Europe, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Arabie saoudite. Ces liaisons ferroviaires et maritimes ont officiellement vocation à relier l'Asie à l'Europe. En fait ce projet est manifestement destiné à contourner les circuits chinois de la Route de la Soie. On notera qu'il ignore la Turquie, qui a fait savoir son mécontentement de voir que c'est Le Pirée qui a été choisi comme point de contact européen. (Ironie du sort, ce port est opéré par… une compagnie chinoise !). De l'avis de nombreux experts, IMEEC (ou IMEC) n'est pas près de se concrétiser à courte échéance.

En sens inverse, l'Arabie saoudite est à notre sens très intéressée à se relier par voie terrestre et maritime à la vaste zone de l'Asie Centrale. Pour ce faire elle a besoin d'un réseau d'infrastructures qui traversera l'Irak, mais aussi l'Iran, sans oublier les liaisons maritimes

grâce aux ports tels que Chabahar déjà cité. Les relations ferroviaires avec la République islamique devraient se développer dans un avenir relativement proche. Un signal très parlant est récemment apparu. Le 27 août 2023, pour la première fois, un train de marchandises en provenance de Russie est arrivé en Arabie saoudite en passant par l'Iran, transportant 36 conteneurs. Nous ne nous prononcerons pas sur la rentabilité économique de ce transport, notamment par rapport au transport maritime. Mais Il a valeur de message fort. Si le Royaume poursuit ses efforts en vie d'associer l'Irak et l'Iran à son ambition de se relier à l'Asie Centrale, il faut y voir un sous-produit intéressant de l'accord Saoudo-Iranien du 10 mars 2023. Rappelons qu'il comporte deux volets. Le premier consiste à appliquer un accord de 'coopération sécuritaire' du 14 avril 2001 resté sans grand effet. Le second est l'accord de développement des relations commerciales et de coopération économique du 27 mai 1998. C'est ce second volet qui est le plus prometteur. Ce qui intéresse Riyad, ce n'est pas que les Iraniens cessent toutes leurs activités au Liban, en Syrie, en Irak (le cas du Yémen est traité à part) bien que ceci soit mis en avant alors que les Saoudiens n'ont aucune espèce d'illusion. Ce qui intéresse l'Arabie saoudite, c'est dans le cadre de son plan de développement économique 2030, avoir accès à ce vaste ensemble Centre-Asiatique/Caucase.

Et c'est une des raisons pour laquelle l'Arabie saoudite : *primo*, est en train de donner un gros élan aux projets ferroviaires d'abord à l'intérieur du Golfe. *Secundo*, à la ferme intention de pouvoir se rattacher au mouvement qui vient d'être décrit. Les premiers pointillés sont en train de se mettre en place puisque les travaux ferroviaires ont débuté en Irak entre Bassora et l'Iran pour la construction accélérée sur 18 mois d'un des tronçons en question. L'Arabie saoudite mise sur son désenclavement avec la République islamique tout en sachant que les sanctions américaines sont supposées tout bloquer. Dans l'immédiat les deux nouveaux 'partenaires' réfléchissent aux moyens, aux terrains de coopération leur permettant de tester *in concreto* leurs relations économiques et commerciales qui ne peuvent être qu'embryonnaires du fait des sanctions, sur des marchés tiers, dont l'Irak, où on va assister d'une part à un « partage du gâteau » et d'autre part à des tentatives de faire des opérations conjointes dans des domaines d'intérêt commun comme les infrastructures ferroviaires et autres, les réseaux d'alimentation électrique, le tourisme, etc.

EMMANUEL LINCOT : Dont l'Irak, mais aussi l'Azerbaïdjan.

MICHEL MAKINSKY : L'Azerbaïdjan est un cas compliqué. Ses relations avec l'Iran connaissent des hauts et des bas en raison, surtout, du conflit du Haut-Karabakh (mais aussi des liens étroits qu'entretient Bakou avec Israël, qui contrarient beaucoup Téhéran). Malgré les vives tensions entre les deux voisins, on observe sur la période récente un certain retour au

pragmatisme. Le 10 octobre ils ont conclu un compromis pour que le corridor routier et ferroviaire qui reliera Nakhitchevan à Bakou traverse l'Iran. Assurément, les entreprises iraniennes du BTP y trouveront leur compte… À cette occasion le Président Aliyev a réaffirmé son intérêt non seulement pour le corridor est-ouest, mais aussi pour le corridor nord-sud. D'un autre côté, relevons que la Turquie, mécontente du projet IMEC dont elle a été exclue au profit de la Grèce, a réaffirmé son intérêt pour l'Iraq Development Road.

EMMANUEL LINCOT : Parce que l'*International North-South Corridor* qui relie la Russie à l'Inde via Astrakhan et ensuite l'Iran, clairement l'Azerbaïdjan en fera partie très rapidement.

MICHEL MAKINSKY : Ce schéma est en effet en train de prendre forme sous nos yeux. C'est une des nombreuses raisons pour lesquelles l'Azerbaïdjan ne se brouille pas avec Moscou malgré la (très timide, inefficace, prétendue) 'interposition' des forces russes entre la puissante armée azérie, appuyée par la Turquie et Israël et les maigres forces du Haut-Karabakh et leurs alliés arméniens trop faibles et impuissants, visiblement lâchés par la Russie. Le 5 octobre, dans le cadre du Valdaï Club, Poutine a clairement laissé paraître une prise de distance par rapport aux séparatistes du Haut-Karabakh, désapprouvant ce qu'il décrit comme leur intransigeance. De toute façon, les Russes sont obligés de se replier pour concentrer toutes leurs forces sur le conflit Russo-Ukrainien. Dans ce Caucase, où il y a de fortes rivalités, et périodiquement des affrontements (l'histoire en a connu de nombreux), on voit bien qu'il y a des relations obligatoires, voire de la coopération imposée par la géographie comme par l'Histoire. Normalement tout devrait opposer l'Iran à l'Azerbaïdjan, en raison de solides rancœurs historiques (dont le fameux traité déjà cité de Turkmanchai en 1828, qui a privé la Perse d'une bonne part de sa province azérie au profit de l'Empire russe), d'héritages douloureux et de leurs alliances opposées. Lorsque dans un passé encore peu lointain les riverains de la mer Caspienne négociaient le futur régime légal des eaux de cette dernière qui était découpée à la suite d'un traité avec Staline, etc., l'Iran était minoritaire et se prévalait de l'ancien traité conclu avec l'Union soviétique en 1921 tandis que Poutine avait négocié des accords avec chacun des partenaires. Or, sous la présidence Rohani, Téhéran se rapproche de l'Azerbaïdjan avec qui une coopération économique ambitieuse est mise sur pied, avec notamment la création d'une commission ad hoc. Au passage, l'Iran cesse de soutenir le 'camp arménien' dans le conflit du Haut-Karabakh. Au nom du pragmatisme. La véritable ambition est qu'en améliorant les relations avec Bakou, Téhéran signale ne plus bloquer les négociations sur le statut de la mer Caspienne. En dépit de déclarations publiques et de vifs débats au parlement, les autorités iraniennes font en réalité comprendre qu'elles sont prêtes à des concessions. Ce rapprochement reflète la volonté de Téhéran de parvenir à lever les

obstacles (absence de statut légal) à la mise en production de gisements gaziers au large des côtes de l'Iran.

Pour comprendre cet entrelacs de relations compliquées, conservons présente à l'esprit une grille de lecture utile, même si elle n'explique pas tout. N'oublions pas que la Russie, l'Iran, la Turquie sont les héritiers de trois empires. Et ces empires étaient alternativement, voire simultanément, en guerre ou en coopération forcée. La géographie et l'histoire imposent cette étrange cohabitation où les périodes de tension cèdent le pas à des phases de coopération, de commerce, de bon-voisinage. Et plus souvent qu'on ne le dit, les deux modes de relation coexistent périodiquement.

EMMANUEL LINCOT : Mais par rapport à ce que vous disiez plus haut sur les rapports Arabie saoudite/Iran, la grille de lecture de ce moment-là, selon laquelle la rivalité entre sunnites et chiites prévaut dans l'explication de toutes les configurations politiques, laisse parfaitement indifférent les Chinois, et les Chinois de ce point de vue là sont extrêmement pragmatiques et discutent à la fois avec Riyad et Téhéran. Qu'est-ce que vous pouvez vous nous dire justement des rapports Iran - Arabie saoudite ? Parce que là aussi c'est en train de changer considérablement notamment avec la question du Yémen, mais pas que...

THÉO NENCINI : Tout à fait. J'imagine que tout le monde ici en a entendu parler : le 10 mars dernier, à Pékin, on a assisté à un évènement que l'on peut qualifier à plusieurs égards de véritable « *game changer* géopolitique ». L'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite a surpris toute une pléthore d'observateurs et de spécialistes, mais pas tant pour le processus de normalisation *en soi* – les spécialistes étaient bien au fait que Téhéran et Riyad étaient engagés depuis des années dans des discussions secrètes, sous médiation irakienne et omanaise, pour pacifier leurs relations, tant que possible. C'est le parrainage de la Chine qui a surpris, dans la mesure où il a bien fait comprendre que les équilibres géopolitiques à travers le monde sont en train de changer plus vite qu'il n'y paraît. Le royaume d'Arabie saoudite, qui a toujours entretenu des relations particulièrement tendues avec la République islamique d'Iran, avait unilatéralement rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran en 2016 (année dense en évènements significatifs), après la prise d'assaut de son ambassade à Téhéran, en réaction à la condamnation à mort d'un clerc chiite saoudien, le cheikh Nimr al-Nimr. Il faut bien insister sur la dimension unilatérale de la rupture : dès 2017, les Iraniens avaient manifesté leur disposition à rétablir « dès que possible » leurs relations avec les Saoudiens. Mais il faut rappeler que 2017 est l'année d'une autre crise diplomatique majeure dans le golfe Persique, impliquant le Qatar, coupable selon le quatuor incriminant – Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Bahreïn et

Égypte – de « soutenir le terrorisme » sur la base de suspicions de liens avec la mouvance islamiste des Frères musulmans, et surtout d'entretenir des relations trop « amicales » avec l'Iran – qui était en train de revenir au centre de la scène géopolitique régionale du fait de ses exploits militaires en Irak et en Syrie contre Daech et qui s'apprêtait à réintégrer les circuits financiers internationaux dans le sillage de la signature du JCPoA avec le « P5+1 ». L'endiguement de l'Iran était à cette époque l'objectif principal de Riyad, coûte que coûte ; ce qui est effectivement arrivé, avec le concours décisif de l'administration Trump. La brouille diplomatique avec le Qatar a perduré jusqu'en janvier 2021, précisément jusqu'au moment où les Saoudiens se sont déclarés disposés à entamer des pourparlers avec les Iraniens (un revirement à mettre en perspective également avec la prise de fonctions de Joe Biden, le 20 janvier 2021).

Dans ce contexte, la diatribe entre chiites et sunnites apparaît certainement comme une composante importante de la rivalité irano-saoudienne, qu'il est nécessaire d'appréhender, tout en sachant que ce n'est pas la *fitna* chiites-sunnites *en soi* qui permet d'expliquer l'état et les fragilités structurelles de la relation irano-saoudienne, et donc des équilibres géopolitiques au Moyen-Orient.

Pour faire simple : l'Iran est un pays très majoritairement chiite (à plus de 85%). Le chiisme est une branche minoritaire de l'Islam qui, contrairement au sunnisme (qui prescrit une relation individuelle entre le fidèle et la divinité), dispose d'un clergé structuré ; une situation comparable à certains égards à celle du catholicisme. L'existence de ce clergé explique en grande partie l'organisation du pouvoir en Iran et sa justification même. Et c'est précisément la question de la légitimité politique qui est au fondement de la rivalité avec l'Arabie saoudite, qui est donc bien plus « politique » que « dogmatique ». Par ailleurs, la question du chiisme a été ravivée non pas tant avec la Révolution islamique de 1979, mais à partir de 2003, dans le sillage de l'intervention américaine en Irak. De par sa brutalité et la multiplication de groupes miliciens chiites (dont nombreux ont été créés, formés et équipés par l'Iran) opérant en Irak contre l'occupation américaine (mêlant guérilla, attentats et prises d'otages), c'est à partir de ce moment-là que les chancelleries occidentales ont commencé à prendre conscience de la prégnance de la question chiites-sunnites, sur laquelle ils ne s'étaient que très marginalement penchés auparavant. Et c'est à partir de ce moment-là qu'une pléthore d'observateurs ont commencé à proposer une analyse simpliste, binaire et déterministe de la relation entre chiites et sunnites – et par osmose entre l'Iran et l'Arabie saoudite – arguant d'une soi-disant « incompatibilité » et d'une « rivalité structurelle » entre ces deux appartenances confessionnelles. Sauf que les chiites et les sunnites sont tout sauf deux « camps » homogènes qui s'opposent. On enregistre une infinité d'hybridations dogmatiques, d'un côté comme de

l'autre. Le chiisme pratiqué en Iran est qualifié de « duodécimain » (ou « imamite »), car ses fidèles croient en l'existence de douze « imams ». Ce courant s'est vu ultérieurement particularisé depuis l'établissement de la République islamique en 1979, lorsqu'il s'est retrouvé teinté de « khomeynisme » (ou « vélayétisme »), en vertu du principe, inventé par l'ayatollah Khomeiny, du *velayat-e faqih*, qui est encore aujourd'hui au fondement de l'architecture politique et institutionnelle de la République islamique d'Iran. On peut traduire ce concept par « régime du jurisconsulte » ; il affirme que le pouvoir politique *suprême* doit revenir à un religieux, et sous-entend ainsi que le Guide de la révolution est simultanément l'autorité politique suprême en Iran et le représentant légitime de Dieu sur Terre.

Or, cette situation à bien évidemment introduit une forme de tension et de rivalité politique avec le Royaume d'Arabie saoudite, injustement gardienne des plus saints parmi les lieux saints de l'Islam aux yeux du régime iranien. C'est donc bien d'une rivalité légitimiste dont il est question, mais d'ordre politique ; ce n'est pas l'interprétation du Coran qui cristallise l'animosité existant entre ces deux pays. On peut retracer le début de leur rivalité géopolitique au milieu des années 1970, au moment où les États-Unis (à cheval des présidences Nixon, Ford et Carter) ont fait le choix de faire de l'Arabie saoudite leur premier partenaire pétrolier, et de lâcher l'Iran, jusque-là « gendarme du Golfe », mais dont la stabilité politique paraissait compromise bien avant 1979. Et c'est précisément à partir de ce moment-là que l'Arabie saoudite est progressivement devenue une puissance financière, puis géopolitique, à même de concurrencer l'influence de l'Iran – devenu peu de temps après une « République islamique » – dans la région. Mais ce n'est que depuis une vingtaine d'années que ces deux acteurs déterminent concrètement une grande partie des reconfigurations géopolitiques au Moyen-Orient.

L'important est de ne pas faire l'erreur de voir en la question chiites-sunnites *la* clé de lecture expliquant l'ensemble des problèmes de la région. C'est *une* clé de lecture, qui vient se greffer au milieu d'innombrables autres variables et conflits d'intérêts à géométrie variable impliquant à tour de rôle un ou plusieurs parmi les autres pays de la région, des monarchies du Golfe à la Turquie, en passant par l'Irak, la Jordanie, la Syrie, le Liban, Israël… mais également les États-Unis (et le reste de l'Occident derrière eux), la Russie, depuis peu la Chine, et très bientôt l'Inde…

MICHEL MAKINSKY : Je vais y ajouter quelques précisions. La première est historique : la Révolution iranienne de 1979. C'est peut-être un abus de langage de la qualifier de révolution religieuse parce que, quand on regarde la chronologie de son déroulement, ce fut d'abord une révolution politique et sociale qui a été diaboliquement - et Khomeini était un génie politique

- confisquée par lui. Et c'est par la réforme de la Constitution qu'a été instauré le *velayat-e faqih* qui est à la fois le principe de la doctrine et de la loi religieuse comme normes juridiquement supérieures à toute autre, et d'autre part l'exercice direct du pouvoir par le religieux, en l'occurrence le Guide suprême. Celui-ci est supposé représenter sur terre, selon la tradition chiite, le 12e imam disparu censé revenir à la fin des temps. En cette qualité, le Guide (élu en Iran par l'Assemblée des Experts composée de 87 religieux -âgés- paradoxalement elle-même élue au suffrage universel) exerce un pouvoir démesuré sur toutes les structures publiques. À l'inverse de l'Iran, le clergé irakien n'a pas du tout le même rapport avec le pouvoir politique. C'est ce que l'on constate en Irak chez les autorités religieuses, dont le Grand Ayatollah Ali Sistani (à présent très âgé et dans l'attente d'un successeur comme le Guide suprême Ali Khamenei en Iran), chez les principaux maîtres en islam qu'on appelle les *marjas (sources d'imitation*, le plus haut grade religieux chiite). Ces derniers sont non seulement des théologiens respectés, mais aussi des guides spirituels que la population interroge pour bien des aspects de la vie. Ils sont puissants et riches grâce aux dons des fidèles. Leur audience dépasse de loin l'Irak. Les experts s'accordent pour reconnaître que les minorités chiites dans les différentes monarchies du Golfe (exception : à Bahreïn, les chiites sont majoritaires à 70% face à un pouvoir sunnite !) font allégeance aux *marjas* irakiens de Nadjaf et Kerbala et n'ont pas les yeux tournés vers les centres religieux iraniens de Qom. Au total, la différence radicale entre l'Iran et l'Irak, c'est que l'islam irakien repousse l'idée d'exercice direct du pouvoir. Le clergé peut, et doit influencer le cours de la vie politique, mais il n'est pas question d'exercer directement le pouvoir. Et contrairement à un schéma caricatural répandu *ad nauseam* dans des médias aussi bien occidentaux que moyen-orientaux, réduire la concurrence entre l'Iran, l'Arabie saoudite et leurs alliés respectifs à une compétition entre sunnites et chiites ne peut expliquer la rivalité entre ces protagonistes. Cette vision simpliste, parfois utilisée à des fins idéologiques, dissimule la nature réelle de ces antagonismes. Elle est largement de nature géopolitique, faisant intervenir des enjeux de puissance, alimentés également par d'autres facteurs, notamment tribaux, et bien d'autres. Soyons clairs : l'opposition entre ces deux branches de l'Islam, très âprement exprimée dans des textes religieux pouvant le cas échéant faire appel à la violence née dans le contexte de la succession du Prophète, est une réalité. Elle existe. Mais elle n'explique pas tout, quand elle n'est pas utilisée à dessein au service d'autres objectifs moins… métaphysiques. On se souvient des expressions « arc sunnite, arc chiite, croissant, etc. ». D'ailleurs, ce pseudo monolithisme de chaque 'camp' ignore complètement ses divisions internes. Ce phénomène est bien connu des spécialistes du chiisme comme Sabrina Mervin, pour ne citer qu'elle.

EMMANUEL LINCOT : Et pourtant l'Irak est chiite.

MICHEL MAKINSKY : À un peu moins de 60%.

EMMANUEL LINCOT : Et pourtant il y a quand même des affinités politiques entre l'Iran et l'Irak chiite, la Syrie alaouite, le Sud-Liban du Hezbollah.

MICHEL MAKINSKY : Pour prendre une comparaison, nous sommes en présence de la même famille, mais à l'intérieur de la famille il y a des cousins différents. Le Yémen est un cas particulier. Les Houthis yéménites sont souvent qualifiés un peu rapidement de chiites, pour les assimiler abusivement aux chiites iraniens et faire de cette 'parenté' le moteur de l'alliance tactique entre Téhéran et les Houthis. Les Houthis appartiennent à une branche spéciale du chiisme, le zaïdisme, qui se distingue des chiites iraniens (duodécimains) par le fait que les zaïdites ne reconnaissent que 5 imams au lieu de 12 comme les Iraniens. De plus, le zaïdisme est assez proche du sunnisme. Pour en revenir aux affinités politiques, nous dirions que les véritables solidarités sont, comme nous l'avons déjà laissé entendre plus haut, basées largement sur d'autres facteurs, notamment géopolitiques, tribaux, rivalités de puissance, etc. Et n'oublions pas les rudes et parfois sanglantes divisions au sein de ces groupes. Songeons par exemple à la lutte acharnée qui divise en Irak les chiites liés à l'Iran et ceux qui leur sont opposés, en particulier le groupe du jeune religieux Sadr. Souvenons-nous aussi de la guerre Iran-Irak (un carnage) menée par un Saddam Hussein qui était sunnite, mais à laquelle les chiites irakiens ont participé. Au cours de ce conflit sanglant dévastateur, pareillement les sunnites iraniens (une des minorités des provinces arabes iraniennes) n'ont pas cédé aux sirènes du tyran irakien pour trahir leur pays. Le nationalisme, hyper-prégnant en Iran, est néanmoins lui aussi bien présent en Irak malgré la dislocation de ce malheureux pays.

Les affinités (ce terme est intéressant) existent, bien entendu. Elles contribuent à expliquer certaines alliances ou certaines convergences tactiques, voire d'intérêts. Elles 'colorent' une relation, c'est bien exact. Mais il faut, comme déjà dit, abandonner la terminologie trompeuse des « axes » et autres « croissants ».

EMMANUEL LINCOT : J'aimerais avoir votre opinion à l'un comme l'autre concernant le Yémen et l'intervention de la Chine comme force de proposition, de médiateur entre deux antagonistes, l'Iran et l'Arabie saoudite. Et on voit bien que la diplomatie chinoise, forte de son expérience et de son succès sur le domaine, essaie de se positionner aussi comme médiateur, notamment par rapport au conflit russo-ukrainien. Donc, qu'est-ce que vous pensez justement ? Est-ce que ça constitue un précédent diplomatique ?

MICHEL MAKINSKY : Un élément saillant se dégage du processus de conclusion l'accord saoudo-iranien, c'est le fait que Pékin a exercé de vigoureuses pressions sur les deux protagonistes afin qu'ils signent celui-ci au terme d'un 'marathon' soigneusement encadré. Il s'est même dit que la Chine avait menacé l'Iran de cesser son assistance à la République islamique si Téhéran continuait de tergiverser. Les négociations avec la médiation irakienne avaient bien avancé, mais elles avaient atteint un point où elles ne pouvaient plus progresser en raison du faible poids politique de l'Irak. Pékin a mis le paquet et a gagné. En fait, les discussions saoudo-iraniennes ont probablement pris naissance il y a au moins 5 ans, notamment depuis que, très progressivement, l'Arabie saoudite a réalisé l'erreur stratégique gigantesque qu'elle a commise en tentant de prendre le contrôle d'une partie du Yémen. Objectif inatteignable, elle consent des efforts très significatifs pour s'en dégager. Ce conflit ingagnable est très coûteux, pénalise l'économie du royaume. Sur le terrain, on peut dire en gros que les Houthis ont gagné en faisant s'écrouler l'objectif saoudien. Mais d'un point de vue stratégique, c'est l'Iran qui a gagné. Fait paradoxal, le conflit yéménite est pour l'Iran le type même d'un investissement ridicule qui rapporte un gain considérable. On se souvient de l'interview de Mohammad Djavad Zarif, ministre des Affaires étrangères sous la présidence Rohani. Interrogé par un journaliste américain un peu naïf dans une interview publiée par PBS Frontline le 20 février 2018 sur l'intérêt stratégique que présenterait le Yémen, il répondit d'un mot : « aucun ». Le Yémen est loin des frontières iraniennes. Téhéran a voulu simplement exploiter l'enlisement du royaume dans un bourbier inextricable pour l'affaiblir devant toute la région. La comparaison avec la débauche d'armements, moyens humains, etc., dont l'Arabie saoudite a bénéficié de la part de Washington est sidérante. Regardons ce que l'Iran a fourni aux Houthis : des cargaisons de palettes d'armes, des missiles à remonter avec des spécialistes iraniens qui les ont formés, quelques drones, un petit contingent des forces spéciales d'Al Qods... Et c'est tout. Le contraste est sévère avec l'amoncellement colossal de matériel américain qui n'a pas empêché. Un premier signal de l'humiliation saoudienne et américaine à venir est intervenu quand un missile iranien sol-air a abattu le 20 juin 2019 le plus grand et puissant modèle de drone américain, le RQ-4A Global Hawk de surveillance au-dessus du détroit d'Ormuz. Par un tir de missile inhabituellement précis, ce missile a abattu le seul exemplaire en service de ce drone géant (valeur estimée $250 millions) sans toucher l'avion qui volait à ses côtés ! Un choc. Washington a protesté (mais n'a rien fait de plus) en dénonçant un tir intervenu selon les États-Unis au-dessus des eaux internationales ; Téhéran a répliqué en prétendant que le drone américain survolait ses eaux territoriales. Une polémique s'en est suivi, sans intérêt, servant à dissimuler le revers subi et ce qu'il révèle.

Mais le vrai choc est intervenu le 14 septembre 2019, lorsque des missiles de croisière tirés d'Iran ont frappé des installations pétrolières saoudiennes à Abqaiq et Khurais, accompagnés d'un afflux de drones et de roquettes venant probablement du Yémen. D'importants dégâts ont été infligés. Ceci représente une novation de première importante. Alors que les Occidentaux n'ont cessé de dénoncer les missiles balistiques iraniens susceptibles de transporter des charges nucléaires menaçant la sécurité d'Israël et des autres pays de la région, ils n'ont pas réalisé que ces missiles, de technologie nord-coréenne, peu performants (guère capable d'atteindre la portée officielle de 2000 km » volontairement limitée » par le Guide !), n'étaient qu'un 'chiffon rouge'. Ceci a détourné l'attention de l'essentiel passé inaperçu : le saut technologique que les Iraniens ont accompli en mettant au point des missiles de croisière qui sont à la fois puissants et surtout précis. Et là c'est un bouleversement stratégique. Ce fut la révélation que l'Arabie saoudite malgré tous les systèmes antimissiles Patriot et autres, s'est avérée vulnérable. Pire, à ce moment critique Donald Trump ne s'est pas porté immédiatement au secours de Riyad. C'est un autre choc pour le royaume qui comprend que la solidarité militaire américaine pour sa sécurité n'est plus assurée. Ce bouleversement stratégique inflige un choc encore plus rude à Israël. En effet les Israéliens ont réalisé avec effroi la vulnérabilité inédite de l'état hébreu du fait de ce saut technologique. Cette vulnérabilité découle de la maîtrise par Téhéran de l'association de l'effet puissance et surtout précision des missiles de croisière et de l'effet saturation des drones et salves de roquettes. Certes, Israël est doté de systèmes anti-missiles les plus perfectionnés du monde, qui arrêtent entre 95 et 98 % des projectiles. Or, si l'on considère un site d'importance vitale comme le centre nucléaire comme Dimona ou une conurbation comme Tel-Aviv, 98% = 0. Il suffit que 2 missiles de croisière touchent Dimona ou la banlieue de Tel-Aviv pour qu'Israël soit sinistré. On comprend alors la nervosité inhabituelle des généraux israéliens depuis cette prise de conscience. Leur comportement alarmiste a surpris quand ils ont dénoncé avec une surprenante vigueur le péril rapproché que les progrès du programme nucléaire iranien feraient peser à court terme sur la sécurité d'Israël, progrès qu'il conviendrait de stopper urgemment.

Or ces officiers supérieurs, exerçant soit à l'état-major des armées, ou à la tête des services de renseignements israéliens, sont pourtant de grands professionnels remarquablement formés sur le plan stratégique. Jusqu'ici, la plupart du temps en privé, parfois en public ou juste après leur mise en retraite, ils n'hésitaient pas à faire preuve de sérénité devant ce programme nucléaire qu'ils regardent comme un problème sérieux, mais aucunement comme un risque existentiel. Ils estiment même, avec réalisme, qu'Israël pourrait vivre avec un Iran doté de l'arme nucléaire. En effet, ils considèrent avec bon sens que jamais l'Iran (sauf s'il est

attaqué) ne lancera un projectile nucléaire sur Israël, pour la simple raison que les dirigeants iraniens savent parfaitement que l'Iran serait dévasté par des frappes israéliennes et américaines fatales.

En dépit de leurs déclarations alarmistes sur l'avancement récent du programme nucléaire iranien (langage officiel obligatoire pour ne pas avouer publiquement la source de leur inquiétude) ces responsables militaires sont excessivement inquiets depuis qu'ils ont découvert la véritable et nouvelle vulnérabilité militaire d'Israël avec la percée technologique des missiles de croisière iraniens. De ce fait il existe un 'trou' dans les dispositifs anti-missiles israéliens. Il n'est pas facile à combler rapidement. En effet, ce dispositif comprend 3 composants : le système Dôme de Fer pour les roquettes à courte portée, Arrow pour les missiles balistiques, David Sling pour les roquettes de moyenne et longue portée. À noter : dans l'assaut du 7 octobre contre Israël, le Hamas a envoyé quelque 3000 roquettes qui ont saturé le système Dôme qui n'a pu toutes les intercepter. Il n'a même pas utilisé de missiles de croisière. La véritable faiblesse du dispositif à 3 sous-ensembles est que chacun est doté de son radar dédié et qu'il faudrait un radar unique ou unifié. C'est un sujet d'inquiétude considérable pour les responsables militaires israéliens. Du coup, Israël et les États-Unis travaillent d'arrache-pied à la mise au point d'un tel radar, mais ceci prendra inévitablement du temps.

EMMANUEL LINCOT : Alors justement, Théo Nencini, la question du nucléaire semble faire revenir les Américains à la loi de la négociation.

THÉO NENCINI : Permettez-moi de revenir brièvement sur les questions du Yémen, de la Chine et des missiles iraniens. Quand j'ai dit précédemment que les Iraniens ont une très mauvaise flotte aérienne et une mauvaise flotte navale, c'est aussi en partie parce qu'ils ont tout misé sur les missiles balistiques, qu'ils ont développés dans le cadre d'un programme qualifié par les analystes américains de « *Precision project* » : des missiles extrêmement précis (tels que ceux qui ont frappé les infrastructures pétrolières d'Aramco en septembre 2019, comme cela a été précisé par Michel Makinsky). Officiellement, ce sont les Houthis yéménites qui ont revendiqué l'attaque. Plus vraisemblablement, celle-ci provenait du sud de l'Irak ; et non pas de l'armée irakienne, mais des milices chiites subventionnées, formées par les forces spéciales du CGRI (en charge des opérations à l'étranger). Il faut donc prendre en compte la centralité du programme balistique pour comprendre le renouveau de la posture stratégique iranienne dans la région.

Deuxièmement, sur le rôle de la Chine par rapport aux recompositions géopolitiques régionales et au processus de paix au Yémen. Le Yémen, c'est l'un des pays les plus

stratégiquement positionnés au monde. Ouvert sur le détroit du Bab el-Mandeb (par où transite l'essentiel des approvisionnements énergétiques et commerciaux reliant l'Europe au Moyen-Orient et à l'Asie), ce pays est incontournable. Tous les ordinateurs que nous avons ici devant nos yeux (conçus en Californie et assemblés en Chine) nous parviennent par voie maritime et transitent par le Bab el-Mandeb. L'intérêt chinois va donc de soi, et pas que l'intérêt chinois, celui de l'ensemble des plus grands acteurs géopolitiques de la planète. Donc pour comprendre la question yéménite, il est important de prendre en compte cet aspect-là. Bien évidemment, pour l'Arabie saoudite frontalière, un Yémen en proie à une rébellion chiite est une « épine dans le pied ». Pour les Iraniens, la rébellion houthie offre un moyen d'élargir leur capacité de projection stratégique à l'échelle régionale, dans une zone géopolitique décisive. Et comme l'a très bien dit Michel, l'investissement iranien est dans le cas du Yémen tout à fait « minimal » : envoi d'officiers, de conseillers du CGRI, mais surtout du Hezbollah libanais (une manière efficace de « sous-traiter » l'assistance opérationnelle). Il ne s'agit donc pas d'un soutien « direct » de la part de Téhéran (comme cela est souvent avancé par les médias), mais d'une collaboration ayant permis à l'Iran de saborder les manœuvres militaires de l'Arabie saoudite et de ses alliés. Dans le cadre des pourparlers qui ont conduit au rétablissement des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite, et comme cela est souvent confirmé par les diplomates saoudiens, le Yémen a toujours été *le* principal sujet de discussion. Un sujet qui, comme déjà dit, intéresse également, et de près, les Chinois. Ce qui n'a sûrement pas été sans conséquence au regard du processus de normalisation irano-saoudien sous médiation chinoise…

Concernant la question du nucléaire (qui est consubstantielle aux développements, positifs et négatifs, des relations Iran – États-Unis), on a assisté à une situation de tension diplomatique notable entre Téhéran et Washington depuis le retrait de l'administration Trump du JCPoA en mai 2018. Celle-ci s'est vue singulièrement aggravée en janvier 2020, lorsqu'un drone américain a assassiné le général Qassem Soleimani sur le tarmac de l'aéroport international de Bagdad, en Irak. Qassem Soleimani, c'était le commandant de la force Al-Qods du CGRI (en charge des opérations spéciales à l'étranger, et notamment au Moyen-Orient) : bien plus qu'un simple militaire, ce personnage incarnait à lui seul la stratégie de l'Iran dans la région et entretenait d'excellentes relations avec l'ensemble des parties prenantes (amis et ennemis de l'Iran confondus) et était écouté « de tout le monde ». Certains le qualifiaient même de « vice-roi d'Irak » au plus haut de la guerre contre Daech. Personnellement, j'estime que ce fût une erreur de la part des Américains, car une part significative des évènements qui ont suivi peuvent être expliqués par la réaction iranienne à cette décision du président Trump, qui s'apparente de près à un *casus belli*.

De son côté, Joe Biden avait promis durant sa campagne présidentielle de revenir dans l'accord sur le nucléaire iranien, mais n'a pas fait grand-chose une fois prises ses fonctions. Cette situation de *stand-by* a semblé évoluer entre le milieu de l'été 2023 et l'attaque du Hamas en territoire israélien du 7 octobre, courte période pendant laquelle les parties iranienne et américaine ont repris le dialogue. Cela a commencé dans le cadre d'un accord de libération de prisonniers américains (plus précisément d'Iraniens ayant la double nationalité) par l'Iran en échange de la réhabilitation de fonds iraniens bloqués dans des banques sud-coréennes. Cette situation, fortement compromise par les récents développements au Proche-Orient, confirme néanmoins que les Européens, qui étaient jadis partie prenante du JCPoA et jouaient un rôle actif dans la résolution des différends avec l'Iran, sont désormais totalement écartés de ce processus. Américains et Iraniens, via Oman et d'autres monarchies du Golfe, rétablissent un certain nombre de contacts, sur un nombre précis de sujets, et c'est un développement considérable. La marginalisation des Européens est pour sa part totale. Et lorsque l'on échange avec des représentants officiels iraniens, ces derniers ne cachent pas que les pourparlers avec France ou l'Allemagne ne sont plus à l'ordre du jour.

Quoi qu'il en soit, nous nous dirigeons vers des développements potentiellement intéressants concernant l'Iran, mais sans que les Européens aient la moindre prise dessus.

EMMANUEL LINCOT : Et pourtant la diplomatie iranienne, comme on le dit souvent, est une « diplomatie des otages ». Il y a des otages français. S'il l'on prend en otage des ressortissants français, ça veut dire que quelque part à Téhéran, on espère utiliser la France comme levier sur un certain nombre de points.

MICHEL MAKINSKY : Sans vouloir faire passer pour négligeable le travail considérable des responsables successifs de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, Federica Mogherini, puis Josep Borell, un groupe de 3 États européens, la France, l'Allemagne, l'Angleterre (souvent désigné EU 3), parle au nom de l'Europe dans le dossier nucléaire. Le problème, c'est que ce trio, sous l'influence française, a adopté une position de surenchère par rapport à la diplomatie américaine. Par exemple, lorsque l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) constate dans ses rapports la persistance des nombreux et graves manquements successifs de l'Iran à ses obligations, c'est la France qui est 'en pointe' pour demander l'adoption d'une motion visant à transmettre rapidement le dossier à l'ONU. Et depuis qu'Angela Merkel n'est plus chancelière, c'est maintenant le chancelier Scholz qui fait de la surenchère par rapport au président Macron sur à peu près tous les sujets sur lesquels il doit intervenir.

EMMANUEL LINCOT : Comment expliquer cette radicalité européenne ?

MICHEL MAKINSKY : Il faut parler d'abord d'une 'radicalité française", étendue d'abord à ses deux partenaires et par contagion aux autres, alors que certains pays de l'Union européenne sont infiniment plus pragmatiques. L'Italie, par exemple, a de bonnes relations avec l'Iran. Aussi, sous la chancelière Merkel, l'Allemagne jouait un rôle beaucoup plus subtil que nous. Elle avait un langage très dur dans les négociations sur le nucléaire, mais lorsque nous regardons les statistiques, on voit bien qu'en 2021, l'Allemagne a été le premier exportateur de l'Union européenne en direction de l'Iran avec un montant de plus d'un milliard d'euros et avait prévu un montant de 2 milliards d'euros en 2022, mais a finalement plafonné à 1,58 Mds d'euros. Le renforcement des sanctions, les tensions politiques nées avec la présidence Raïssi ont contribué à cette moindre performance. Malgré tout, on constate que les entreprises allemandes n'hésitent pas à faire acte de présence dans des forums professionnels en Iran. Selon Iran International certaines ont même été vues à l'Iran Oil show à Téhéran (alors que le secteur des hydrocarbures est sous sanctions). Bien plus, d'après Eurostat, l'Allemagne aurait importé du brut iranien en mars 2023. Malgré un démenti embarrassé, une enquête serait en cours pour élucider la réalité de cette démarche.

Ainsi, d'un côté, les entreprises allemandes, pragmatiques et soutenues par les pouvoirs publics, exportaient de plus en plus, tandis que la part de la France s'affaissait spectaculairement. Ce n'est pas la faute des entreprises. C'est parce que le gouvernement freinait l'implantation et les échanges des entreprises françaises parce qu'il considérait que cela risquait de nuire à l'option diplomatique prise depuis la présidence de Nicolas Sarkozy. Tournant le dos à la politique moyen-orientale de Jacques Chirac, son successeur voulut à tout prix se réconcilier avec les États-Unis après la brouille qui a suivi le refus français de soutenir l'invasion américaine de l'Irak. Le célèbre discours du flamboyant Dominique de Villepin aux Nations unies a suscité un vif courroux outre-Atlantique, la France étant considérée comme un 'traître', voire un ennemi qui a laissé une rancune tenace. N. Sarkozy s'employa énergiquement à réparer la relation avec l'Amérique. Mais pour ce faire il accepta de se caler sur la politique des néo conservateurs Américains à l'égard du Moyen-Orient qui impliquait une 'croisade' contre un Iran diabolisé comme une menace contre Israël et le Moyen-Orient. Cette ligne installée par Bernard Kouchner se concrétisa par l'installation dans les rouages clés du ministère des Affaires étrangères (le ministère de la Défense fut aussi 'contaminé') d'un groupe idéologisé spécialisé dans la lutte contre la prolifération nucléaire (que les connaisseurs appellent 'La Secte' ainsi dénommée dans le chapitre 16 de l'ouvrage 'La face cachée du Quai d'Orsay', publié par Vincent Jauvert en 2016), en particulier à la Direction des affaires politiques, stratégiques, du désarmement qui prit le contrôle du ministère au détriment des directions régionales compétentes. La priorité absolue : le 'containment', la

lutte acharnée contre le programme nucléaire iranien. Du coup, la diplomatie française s'aligna complaisamment sur celle des États-Unis, cultivant démesurément l'amitié avec Israël. Sous François Hollande, Laurent Fabius n'hésita pas à tenter d'imposer une ligne plus dure que celle des États-Unis dans les négociations nucléaires, allant jusqu'à risquer de les naufrager, à l'écoute d'un Netanyahu viscéralement hostile à un accord avec Téhéran.

À partir de la seconde moitié du mandat de François Hollande, la France noue en plus une proximité immodérée avec l'Arabie saoudite qui pèse sur les orientations françaises. Cette complaisance persiste sans faiblir, voire s'amplifie avec Emmanuel Macron. Ce qui est par ailleurs une erreur stratégique majeure, à la fois parce que la France est associée au conflit yéménite (un bourbier dont Riyad essaie laborieusement de s'extraire depuis plusieurs années par un inévitable compromis qui sera facilité par l'accord saoudo-iranien du 10 mars 2023) par son appui militaire. Paris a fourni des canons CAESAR et déployé sur le terrain des « conseillers »… très impliqués. La France participe à un des grands fiascos stratégiques de l'histoire du Moyen-Orient (qui s'ajoute à celui de la Libye). Ensuite, le chapitre économique de la relation franco-saoudienne mérite d'être urgemment réévalué. Il est à notre sens inexcusablement calamiteux. Il faut porter sur celui-ci le regard du chef d'entreprise ; les échanges commerciaux entre l'Arabie saoudite et la France ne reflètent pas l'engagement politique de Paris manifestement pas récompensé de son alignement politique au vu d'un déficit structurel visiblement hors contrôle. Aujourd'hui, nous ne vendons qu'un flux modeste de biens en dehors de quelques Airbus et d'un peu d'armement (€780 millions en 2021), et la France n'est que le 8e exportateur étranger en Arabie saoudite. Malgré quelques chiffres flatteurs, la réalité est préoccupante. Selon la Direction du Trésor les échanges commerciaux bilatéraux auraient atteint €10,7Mds en 2022 (hors matériel militaire), soit une progression de 74%. Les exportations françaises auraient crû de 44% pour atteindre €4mds (chiffre particulièrement modeste) dont les ventes d'avions représentent à elles seules €1,7Mds (une augmentation de 77%). Signe d'un déséquilibre structurel (depuis 2011) reflétant la dépendance démesurée de la France par rapport au pétrole saoudien, les importations françaises, toujours selon le Trésor, ont grimpé à €6,73Mds, soit une hausse massive de 101% . En 2022 le déficit pour la France atteint €2,7Mds, par rapport à €550 millions en 2021, ce qui représente un gouffre vertigineux . On comprend que la hausse du prix du baril y a fortement contribué. Cette situation reflète une grave anomalie. On ne perçoit pas (au moins officiellement) de démarche des autorités françaises pour demander à leur (très) cher partenaire saoudien de consentir à la France quelques rabais en soulignant qu'ayant sauvé le régime en 1979, puis contribué à sa sécurité par son engagement militaire au Yémen, elle méritait bien quelque ménagement. Pendant ce temps, les autorités saoudiennes se félicitent

de ce que les investissements français dans le royaume auraient culminé à environ $6Mds en 2022. Elles soulignent que lors du Forum d'investissements franco-saoudien qui s'est tenu à Paris en juin 2023, 24 MOU (lettres d'intention) auraient été signés. Or chacun sait que la proportion de MOU concrétisés en contrats fermes est généralement modeste. La place de la France dans ses échanges avec Riyad est modeste : en 2022 le royaume n'est que notre 29e client ; il est notre 25e fournisseur. Au premier semestre 2023, ces tendances se confirment et s'aggravent : nos exportations se sont élevées à €1,8Mds, soit en baisse de 5% (diminution du poste 'avions'), et nos importations atteignent €3Mds, soit une augmentation de 37% principalement due au pétrole avec, selon le Trésor « un effet volume et prix de +33% ».

Une prise de conscience de cette anomalie est-elle en vue ? Bruno Lemaire, devant le délicat problème du coût de l'essence pour le consommateur, a mis nommément en cause les producteurs dans une interview du 7 septembre 2023 : « vous payez la diplomatie pétrolière de Monsieur Poutine et de l'Arabie saoudite qui vise à réduire les volumes pour augmenter les prix. On n'a pas vocation à payer les choix politiques et géopolitiques de l'Arabie saoudite ou de la Russie ». Quelles conséquences la France tirera-t-elle de ce constat ?

Or le président de la République continue d'afficher une proximité maximale avec le prince MBS, avec des retours en termes de bénéfices, à commencer pour les entreprises, démesurément insuffisants. Une révision s'impose.

C'est donc très préoccupant, sachant que plus nous cultivons ces relations, plus les Iraniens sont mécontents, et ça se traduit par des conséquences précises. Nous avons actuellement plusieurs de nos compatriotes qui sont en prison pour des prétextes totalement fallacieux et en fait de diplomatie. Malheureusement, contrairement aux Américains d'une part, et aux Belges d'autre part, il n'y a pas de ressortissants iraniens en prison en France. Il s'agit donc de punitions. Nous sommes punis à la fois pour nos positions « fermes » et notre connivence excessive avec l'Arabie saoudite. Un deuxième élément dont on ne parle pas assez.

En France (et en Europe) sévit un groupe extrêmement influent dénommé Conseil National de la Résistance iranienne (CNRI), dirigé par Maryam Radjavi, la femme de son défunt dirigeant historique Massoud Radjavi. Le CNRI est la branche politique du MEK (*alias* Mouvement des Moudjahidines du Peuple, MKO, et divers alias et structures-écrans). Ce MEK/MKO (initialement marxiste-léniniste), a pris part à la révolution iranienne, puis s'est brouillé avec le clergé qui a réprimé dans le sang un certain nombre de ses militants. Il s'est alors installé en Irak sous la protection de Saddam Hussein, et s'est mis à son service. Il a été armé par lui et a participé directement ou indirectement à des actions militaires contre l'Iran. Ce groupe est soutenu financièrement par l'Arabie saoudite, aurait des relations opérationnelles avec les

services israéliens. Les activistes du MKO/MEK sont fortement soupçonnés par Téhéran de mener comme sous-traitants des actions sur le territoire de la République islamique (les fameux attentats de toutes sortes, sabotages nucléaires…). Le mouvement est toujours soutenu par les néoconservateurs Américains. Il se présente comme le seul vrai mouvement d'opposition au régime de Téhéran. Or la population iranienne, extrêmement nationaliste, même parmi ceux qui détestent le régime et souhaitent sa chute, n'admettra jamais que cette organisation puisse avoir le moindre rôle ni activité politique en Iran. Paradoxalement, cette organisation qui n'a aucun avenir politique, a réussi le tour de force, grâce à des moyens financiers très importants, à séduire des pans entiers de la classe politique française (sur un vaste échiquier de formations politiques). Le phénomène se retrouve dans nombre de pays de l'Union européenne, et singulièrement au Parlement européen. Le CNRI dont le QG est à Auvers-sur-Oise, a installé sa base principale après avoir été chassé d'Irak, à Tirana en Albanie à la demande de Washington. Les activités de ce groupe qui veut renverser le régime iranien ont contraint le gouvernement albanais à une intervention 'musclée' pour pénétrer dans ce 'camp'. La présence et surtout les grands rassemblements que le CNRI organisait à Villepinte où divers anciens collaborateurs de Trump , personnalités saoudiennes, etc., appelaient à un changement de pouvoir en Iran, ont été considérés comme inacceptables et surtout interprétés à Téhéran comme reflétant les vues de l'exécutif français qui refusait de les interdire. Ceci pèse plus lourd qu'on ne le pense dans les relations franco-iraniennes.

EMMANUEL LINCOT : Pourtant, Michel, il y a eu des tentatives de rapprochement entre Emmanuel Macron et Khamenei.

MICHEL MAKINSKY : Il y a eu une tentative qui n'a pas été très convaincante. Sous la présidence Rohani, il n'y avait pas un mois sans que la diplomatie iranienne ou le ministre lui-même interpellent l'Élysée : "On comprend bien que vous ne puissiez pas juridiquement interdire les meetings où on appelle au renversement de notre régime, bien que nous ayons des relations diplomatiques". Le tribunal administratif de Paris vient d'intervenir pour la première fois en sanctionnant une décision d'interdiction de manifester. La jurisprudence constante française est qu'on ne peut pas interdire par principe (c'est au préfet à apprécier au cas par cas) une réunion publique, sauf s'il est démontré de façon pertinente qu'il y a un risque avéré de susciter des troubles significatifs à l'ordre public. Les Iraniens ont parfaitement compris cette situation légale. Les dirigeants et diplomates iraniens, admettant (en privé) que le gouvernement ne pouvait juridiquement interdire ces réunions, ont inlassablement demandé au président de la République et au gouvernement français au minimum de faire une déclaration publique où la France exprimerait clairement sa désapprobation des propos tenus et afficherait une distance par rapport au CNRI. Que s'est-il passé ? N'ayant pas été

entendu dans le cadre de démarches diplomatiques, l'Iran a commencé à prendre des otages. En l'absence de résultat, en juin 2018 Téhéran a organisé un attentat (qui a heureusement été déjoué) par un faux diplomate qui était en Allemagne et qui avait des liens avec la Belgique. Du coup, la Belgique l'a extradé l'a mis en prison avec deux complices, ce qui a permis à la Belgique, qui avait un ou deux ressortissants également embastillés en Iran, de pouvoir négocier l'échange. Malheureusement la France ne dispose pas d'Iraniens incarcérés sur son territoire, et se trouve donc à la merci du chantage de la « diplomatie des otages ». La libération de Fariba Adelkhah, le 17 octobre 2023, est une heureuse surprise. Mais il reste 4 ressortissants français détenus en Iran. On devine que les négociations se poursuivent, peut-être avec la médiation du Qatar, comme pour les prisonniers détenus par le Hamas. Mais la position prise par la France qui a plaidé pour l'anéantissement du Hamas, affirmé une solidarité absolue avec Israël et multiplié les mises en garde contre le Hezbollah et Téhéran, ne crée pas un climat propice à la libération des prisonniers français en Iran.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.